Numéro 57
Vendredi
21 décembre 1979
Prix : 1 F
12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Mitterrand aux socialistes : serrez les coudes ! • Politique giscardienne en Afrique : c'est dégoutant • Article 49 : Barre devient Wonder-man • Armements : propositions tous azimuts • Paris : le budget chiraquien va faire mal • Bilan économique des «seventies» : le gâchis de la droite • Fonction publique : nouvelles attaques • Marine : la «Jeanne» à l'école Videla

Barre engage pour la quatrième fois la responsabilité de son gouvernement

Même Chaban trouve que c'est trop !

Et de quatre ! Pour la quatrième fois en quinze jours, Raymond Barre a donc été contraint, jeudi matin, de recourir au désormais fameux article 49-3 de la Constitution. C'est-à-dire d'engager à nouveau la responsabilité de son gouvernement. Sans d'ailleurs prendre le moindre risque de voir l'Assemblée le renverser. Puisque le R.p.r plie mais ne rompt pas. D'ailleurs les députés chiraquiens sont maintenant tellement pliés, qu'ils ne sont pas prêts de se remettre debout. A force, ils ne connaissent plus que deux positions : courbés ou couchés.

On a cependant assisté, ces temps-ci, à un singulier ballet entre l'exécutif et ce qui fût la majorité de sa majorité, jouant à se faire peur.

Premier temps : le R.p.r refuse de voter la loi de finances, renâcle, rue, menace. Tout en disant qu'ils ne voteront pas les motions de censure de l'opposition, certains vont même jusqu'à envisager... qu'un jour... peut être... ils pourraient bien aller jusqu'à en déposer une eux-mêmes.

Deuxième temps : Giscard à voix basse et Barre, haut le ton, menacent à leur tour : «si jamais vous faites ça... ce sera la dissolution».

Pas confiance

Troisième temps : les amis de Chirac, qui n'ont aucune envie de se retrouver devant leurs électeurs, redeviennent tout doux... Tous ils sont beaux, tous ils sont gentils. Et promettent d'être bien sage. C'est pas vrai, ils ne censureront pas. Jamais, c'est juré. D'ailleurs ils offrent un gage : pour la deuxième lecture - jeudi matin - du projet de loi sur le financement de la sécurité sociale, les députés de leur groupe ont liberté de vote. Le premier coup, ils s'étaient prononcés contre.

Quatrième temps : Barre qui, malgré tout, n'a pas trop confiance, préfère tout de même poser la question de confiance. Car il redoute qu'il y ait encore des chiraquiens qui ne lui fassent pas confiance. En esquivant le vote, il est plus tranquille. Recours donc à la disposition constitutionnelle qui permet au gouvernement de faire la loi.

Même Chaban-Delmas trouve que ça commence à bien faire. Il a critiqué dans son discours de fin de session, une procédure «qui tend finalement à ériger le silence de l'assemblée en consentement». Ajoutons : une procédure qui s'use et use autant le gouvernement que le parlement. Comme certaines piles qui ne s'usent que si l'on s'en sert. Mais qui s'usent vite si l'on s'en sert trop.

Georges Fillioud

épingle

«Il existe avant tout une affinité entre notre esprit de Français et la sensibilité africaine. C'est à cause de cette affinité que tout a été possible... ».

Robert Galley, mercredi à l'Assemblée.

Mitterrand à «Face au public»

Chaque chose en son temps

Invité de l'émission «Face au Public» sur France-Inter, François Mitterrand, a eu mercredi soir l'occasion de développer les positions du P.s à propos du désarmement, des relations P.s - P.c et de la croissance. En sa qualité de Premier secrétaire, il a lancé un appel à l'unité des socialistes et, sur un plan plus personnel, il a abordé la perspective des présidentielles de 1981.

Estimant que le rôle de la France, «c'est de lancer un appel au monde pour que l'on en cesse avec une évolution, qui, de pire en pire, ira certainement vers une capacité de conflagration universelle», François Mitterrand a renvoyé dos à dos Russes et Américains en lançant «cessez cette course et que les S.s 20 soviétiques et les pershings américaines disparaissent du centre de l'Europe».

Sur les relations P.s - P.c, le Premier secrétaire du P.s a renouvellé la distinction

(suite page 4)

Désarmement - Sécurité européenne

Les contre-propositions du P.s

La décision de l'O.t.a.n (dont la France ne fait pas partie pour ce qui est du commandement intégré) d'implanter des missiles américains Pershing 2 dans certains pays d'Europe, relance le débat sur l'armement et le désarmement. Le Parti communiste de l'Union soviétique a vivement réagit. Le Parti communiste français a lancé une convocation au Parti socialiste pour une manifestation.

La position du Parti socialiste est la suivante : sur le fond, nous voulons discuter à la fois des missiles américains et des missiles soviétiques SS 20 et non pas seulement des fusées américaines. Nous voulons rechercher le désarmement et la dissolution des deux blocs militaires (proposition de François Mitterrand d'une conférence européenne sur la réduction des crises et des tensions).

La France doit conserver une position autonome et une défense autonome. Elle ne doit faire le jeu d'aucun bloc. Enfin, nous condamnons la politique extérieure gouvernementale pour ce qui est notamment des ventes d'armes, des interventions en Afrique, de la soumission aux firmes multinationales, etc...

Sur la forme, la convocation du Parti communiste français est totalement unilatérale. Aucune consultation n'a eu lieu sur l'ordre du jour, le lieu, la date. De nombreuses très grandes organisations ont d'ailleurs refusé de s'y rendre. Cette convocation intervient dans un climat d'agression contre le Parti socialiste et alors que les dirigeants communistes refusent les actions communes que nous proposons sur des sujets pourtant brûlants de la vie quotidienne des travailleurs (défense de l'emploi, hausse des prix, défense de la sécurité sociale et du service public).

Les socialistes n'acceptent pas d'être mis devant le fait accompli. Ils n'acceptent pas de marcher au sifflet. Pour ces raisons de fond et de forme, le Parti socialiste n'a pas accepté de se rendre à la convocation des dirigeants du P.c.f et de voter la censure sur ce point.

Mais le Parti socialiste formule des contre-propositions.

Au Parti communiste, il propose des contacts, par exemple, un groupe de travail très concret pour engager le débat sur l'ensemble des problèmes de la sécurité du désarmement et de la paix en Europe et dans le monde (Cambodge, Iran, etc...)

Aux organisations de gauche, syndicats, mouvements, associations, il propose de les informer de ses positions.

Aux pays de l'Internationale socialiste, des initiatives précises pour le désarmement et pour la paix.

Laurent Fabius

POSITION

70 - 79
la décennie du gachis

par Guillaume Douze

Fin d'année, fin de décennie, et donc nécessité d'une respiration, d'un regard en arrière.

Pas brillante, la France qui entre dans la décennie 80 : perspective de croissance ralentie, prix qui caracolent entre 11 et 12%, chômage qui atteint 1,4 million de personnes, commerce extérieur dont le déficit se creuse de mois en mois.

Pourtant ces années 70 n'avaient pas si mal commencé. La France se remettait alors des secousses soixante-huitardes à coup d'injections massives de «nouvelle société». Le prédicateur Chaban s'en allait conjurer la société bloquée à coups de croissance et de politique contractuelle.

Mais ça n'allait pas tarder à se gâter. Renvoyé dans ses foyers bordelais par Pompidou parce que jugé trop «progressiste» (allons-bon !) Chabon cédait la place à Messmer. Après la «nouvelle société», c'est la «société frileuse». Mais on continue sur la lancée. De la rue de Rivoli où il siège, inamovible depuis 1969, Giscard peut se flatter pour la France de détenir le «ruban bleu de la croissance».

Triste anniversaire

Patatras. Guerre du Kippour, relèvement des prix pétroliers, élection présidentielle. Voici Giscard à la barre avec Chirac en second rôle. Que font-ils ceux là qui se chamaillent aujourd'hui ? Ils «refroidissent» l'économie, laissent filer l'inflation, quitte un an plus tard à relancer la machine au risque de l'emballer. Il n'est pas besoin d'être Raymond Barre pour juger cette politique désastreuse.

Puis c'est la rupture entre les conjurés de 1974. Chirac rend son tablier, et part au bon moment : juste avant que sa politique de relance ne dérape. Barre va jouer les pompiers. Sans beaucoup plus de bonheur. Mais, techniquement si ce n'est verbalement, le «Joffre de l'économie» a davantage de doigté : finies les trop grandes secousses ! Le plan Barre est supposé redresser l'économie française en profondeur... et en trois ans. Le sinistre troisième anniversaire de son arrivée à Matignon a été suffisamment célébré pour qu'on se dispense d'y revenir en détail.

Néanmoins, plusieurs points doivent être soulignés car ils sont déterminants pour l'avenir.

Si le renchérissement des prix du pétrole depuis un an est incontestable, il n'excuse pas la médiocrité des performances économiques. En 1977 et en 1978, les prix du pétrole n'ont pas bougé, ce qui compte tenu de la baisse du dollar et de l'inflation, veut dire qu'ils ont baissé en termes réels. Or ce répit n'a permis ni un ralentissement de l'inflation (comprise entre 9 et 10% l'an), ni une diminution du chômage, au contraire en constante augmentation malgré les épisodes des pactes nationaux pour l'emploi.

Le principal résultat de la politique Giscard-Barre a consisté à regonfler les marges des entreprises au détriment de la progression du pouvoir d'achat. Contrairement à la doctrine officielle, cela n'a pas eu de conséquence importante sur les investissements. Le léger redémarrage observé cet automne sera, selon l'I.n.s.e.e, suivi d'un repli au cours du premier semestre 1980. A quoi servent donc ces marges regonflées à des entreprises qui n'embauchent pas - si elles le faisaient, cela se ferait sentir sur le chômage - et qui n'investissent pas davantage ?

Echec sur échec

La libération des prix industriels, contrairement aux affirmations officielles s'est traduite par un dérapage.

«Au delà des fluctuations saisonnières, les prix industriels à la production ont crû de 13% sur l'ensemble de l'année 1979». C'est l'I.n.s.e.e qui formule ce diagnostic sans appel.

Dix ans de gestion de la droite. Dix ans d'échecs et de politiques économiques au jour le jour. Sans qu'à aucun moment une réflexion et encore moins une action en profondeur aient été menées. Sans que l'économie française soit moins dépendante de l'extérieur qu'elle ne l'était en 1973. Sans que les inégalités aient été tant soit peu réduites.

La décennie du gâchis et des espoirs déçus.

Chirac gère Paris par équation
Des impôts en plus, des équipements en moins

Le budget de la capitale pour 1980 (9,5 milliards pour le fonctionnement, 2,4 milliards pour les investissements) a été discuté et voté, les 17 et 18 décembre. Avant même que la dotation globale de fonctionnement de l'Etat (1/4 des recettes) ne soit connue. Ce qui risque de réserver quelques mauvaises surprises aux parisiens sur leur prochaine feuille d'impôts locaux.

Selon Chirac, la pression fiscale augmentera de 16%. Le maire a affirmé qu'il aurait «voulu réduire cette augmentation» mais qu'il ne pouvait pas le faire : la faute à l'Etat, la faute à la région, la faute à .... C'est ainsi que la larme à l'oeil les groupes de la majorité du Conseil de Paris ont quand même voté le budget. Les élus giscardiens ont bien protesté mais n'ont pas traduit par un vote leur mécontement. Sans doute parce qu'ils ne voulaient pas donner le mauvais exemple !

Les critiques de la gauche suivies d'un vote négatif n'ont pas manqué. En particuier celle des élus socialistes : «vous vivez couché tout en faisant semblant d'être debout» ont-ils déclaré à l'adresse du maire.

Georges Sarre, dans son intervention, a particulièrement insisté sur l'augmentation de la pression fiscale : 34% en deux ans, soit plus du double de l'augmentation des salaires des Parisiens pour la même période. L'augmentation des impôts aurait pu être ramenée à 12,5% : «le budget 1980, aurait du bénéficier des excédents considérables - 309 millions - dégagés sur l'exercice 1978. Or au lieu de les utiliser comme dans toutes les communes de France pour équilibrer le budget 1980, le maire de Paris en prélève une partie pour une dotation de fonds de roulements qui ne sert à rien».

135 millions gelés

135 millions sont ainsi «stérilisés». C'est inacceptable. «Le gel de cette masse budgétaire représente environ 3,5% de pression fiscale» a dit le président du groupe socialiste.

C'est en revanche l'austérité qui marque les dépenses d'équipement : l'effort dans ce domaine est inférieur de 30% à celui des autres villes de plus de 100 000 habitants. Même caractèristique pour le budget de fonctionnement et cela dans les domaines les plus importants. En particulier l'assistance publique pour laquelle le maire avoue qu'avec la dotation (90 millions) que lui consacre la ville, il ne sait pas comment, à partir de septembre 1980, la paye du personnel pourra être assurée.

Quand au budget de la Préfecture de Police, il est quasiment identique à celui de 1979 : pas de dépenses supplémentaires pour le personnel.

Augmentation de 12% pour le Bureau d'Aide Sociale : «autrement dit aucune action nouvelle ne pourra être lancée, aucune action existante ne pourra être élargie» conclut Noëlle Marillier, vice-présidente du groupe socialiste.

Les charges d'exploitation des domaines de la ville augmentent elles de 10,58%, les recettes de 3,71% seulement. Pourquoi ? Un exemple seulement : le polo de Bagatelle, installé sur un domaine appartenant à la ville encaisse sur les seules cotisations de ses 500 familles membres - triées sur le volet - plus de 5 millions de francs, soit dix fois le loyer des 8,5 hectares d'espaces verts qu'il accapare !

Un budget d'austérité, en somme. Mais pas pour tout le monde !

Chirac est vexé. La stratégie du secret qu'il pratique dans sa gestion à l'Hôtel de Ville - particulier à l'égard des élus de l'opposition - a des failles. C'est ce qu'a démontré *Le Matin* en publiant, le 17 décembre, le projet d'architecture concernant l'aménagement -définitif- parait-il, d'une partie des Halles. Projet déjà choisi par Chirac. Sans concertation aucune.

Du coup, le maire a tenu une conférence de presse -alors que la discussion budgétaire battait son plein- et on a tout appris sur l'aménagement du reste du quartier. On a appris aussi que l'auteur de la fuite serait chassé.

Chirac n'a sans doute pas encore compris que fuite est corollaire de secret.

FONCTION PUBLIQUE ET DROIT DE GREVE

La fonction publique connaît depuis plusieurs mois, des grèves et des actions diverses dans différents services publics. Le Parti socialiste est très attentif à ces mouvements qui sont les manifestations d'un malaise grandissant dans les administrations.

Le mécontentement des fonctionnaires est dû à plusieurs causes : d'une part, la faiblesse des rémunérations, le manque d'effectifs, le nombre excessif des agents non-titulaires et des mauvaises conditions de travail, font apparaître une dégradation de la situation de la fonction publique ; d'autre part, au-delà des fonctionnaires eux-mêmes, la qualité du service public est atteinte ; les fonctionnaires sont conscients de ne pas avoir les moyens de fournir des prestations correctes aux usagers ; les actions qu'ils organisent ont pour but de sauver le service public, dans l'intérêt de la population.

Le Parti socialiste entend dénoncer la politique anti-fonctionnaire menée par le gouvernement actuel, qui cherche à créer une situation d'incompréhension et de conflit entre la population et les fonctionnaires.

Il s'inquiète des récentes propositions de M. Longuet, député U.d.f, tendant à réserver le statut de la fonction publique à 400 000 agents titulaires, ainsi que des nouvelles menaces exprimées par M. Voisin, autre député de la majorité, contre l'exercice du droit de grève dans les services publics.

Le Parti socialiste met en garde solennellement les Français, contre l'entreprise de dénigrement des travailleurs de l'Etat, suscitée par le pouvoir

Cette entreprise annonce de nouvelles agressions contre les fondements de l'Etat républicain et de nouveaux détournements du service public.

(Communiqué de Michel Charzat, Secrétaire national et Catherine Lalumière, déléguée nationale à la Fonction publique).

Les résultats des élections prud'homales
Une mise au point

L'éditorial de Georges Fillioud sur les résultats des élections prud'homales, intitulé «les syndicats représentatifs recueillent 95% des voix», dans le numéro de *Riposte* daté du 14 décembre a suscité une vive réaction de la part d'un militant du Cher, Bernard Gillet, secrétaire national de la F.g.s.d.a (Fédération générale des syndicats de salariés des organisations professionnelles agricoles et de l'agriculture). Celui-ci nous reproche d'avoir fait l'amalgame entre «syndicats bidons» et «organisations autonomes, corporatives» telles que la F.g.s.o.a. Amalgame qui n'était nullement dans notre esprit.

De toute évidence, nous visions essentiellement l'ex C.f.t, camouflée en l'occurence sous le sigle A.l.s. Et nous nous félicitons du succès remporté par les organisations réellement représentatives du monde du travail.

Grâce au P.s l'affaire des diamants évoquée à la télévision

Jeudi soir, à T.F.1, le P.s a décidé de consacrer son émission «la parole est aux partis» à la politique africaine de Giscard et plus particulièrement à l'affaire des diamants.

Le jugement du P.s, sur l'attitude du chef de l'Etat dans cette affaire est connue. Elle a été maintes fois exposée par ses dirigeants et Riposte s'en est fait régulièrement l'écho.

Mais, constatant que la télévision n'accordait pas à cette affaire et à ses répercutions, l'intérêt qu'elle mérite ; considérant qu'une fois de plus, les dirigeants des chaînes nationales empêchaient les journalistes de faire leur métier d'informateur, le P.s a décidé de leur laisser la parole.

Il a donc demandé à Claude Angéli, du Canard Enchaîné, et à Dominique Jamet, du Quotidien de Paris (et qui a démissionné de l'Aurore, précisemment parce que l'on voulait censurer ses propos sur la question) de venir s'exprimer librement.

Ce dernier a d'ailleurs précisé que «la démocratie fonctionnait mal dans notre pays», et que c'est pour cela qu'il a accepté l'invitation du P.s.

Rien ne pouvait empêcher cette émission d'être diffusée. Mais M. Jean-Louis Guillaud P.d.g de TF1 s'est cru obligé d'envoyer à François Mitterrand une lettre papelarde dans laquelle il rappelle que, dans le cadre de ces émissions «chaque formation politique s'engage à respecter la législation et la réglementation applicables...». Ce qui a semblé aller de soi pour les quelques 300 émissions précédemment diffusées selon les dispositions de l'art. 15 de la loi de 1974, au point qu'il s'agit du premier rappel du genre.

Cette très officielle et très médioce pression survient huit jours après les indiscrétions commises au sujet de l'enregistrement radio de l'émission du M.r.g, qui portait sur la même affaire et qu'on avait pris soin de faire aussitôt écouter à l'Elysée.

Tant de prévenance de la part des patrons de chaîne, ne peut s'interpréter que par leur obsession d'informer. Pas les Français qui sont des grands enfants ne pensant qu'à Noël. Mais M. d'Estaing qui nomme les P.d.g.

LA «JEANNE D'ARC» EN ARGENTINE

Le dernier numéro de la revue «Col Bleu» éditée par la Marine Nationale donne le programme de la campagne 1979-1980 du porte-hélicoptères Jeanne d'Arc et de l'escorteur d'escadre Forbin, comportant une escale à Buenos Aires du 11 au 17 janvier. Et il est indiqué par ailleurs que les élèves officiers verront leur formation générale complétée tant par des conférences que par les contacts qu'ils pourront avoir dans les pays d'escale...

On peut se demander - ou on ne sait que trop - quel type d'enseignement recevront les jeunes aspirants après huit jours de «contacts» et «conférences» dans un pays où la junte militaire au pouvoir fait régner la terreur, deux ans après l'enlèvement et l'assassinat par la torture de deux religieuses françaises.

Edwige Avice, dans une question écrite au ministre de la Défense, s'étonne de cette visite et rappelle que «selon des informations convergentes et jamais démenties, chaque jour des innocents sont torturés par des membres de l'Ecole de mécanique de la Marine, protégés par cette même junte qui n'a pas hésité à dissoudre, récemment la plus puissante organisation de travailleurs : la C.g.t».

QUESTIONS ECRITES

de Jean Michel BOUCHERON

sur l'utilisation d'énergie nouvelle de la région Poitou-Charentes. Il note que les études de l'Etablissement Public régional (E.p.r) dans le cadre du VIII[e] Plan montrant que la région Poitou-Charentes bénéficie de conditions favorables pour le développement d'énergies nouvelles, en particulier le solaire. Il propose que des aides spécifiques soient attribuées à l'E.p.r dans le but de développer les recherches et faciliter des créations d'emplois.

de André DELEHEDDE

sur la réforme envisagée des tarifs d'électricité de France. Il est fait état dans la presse d'une étude entreprise par des experts, et d'un premier projet qui doit prochainement être soumis aux autorités de tutelle. Il demande : si, sous prétexte d'économies d'énergie, d'adaptation de la tarification à la modification de la demande, de fractionnement et de gestion décentralisée des heures creuses, on ne se dirige pas en fait vers une augmentation massive des tarifs dont le contrôle sera difficile sur le consommateur.

RIPOSTE

12 cité Malesherbes, 75009 Paris Tél. : 878.40.73
Télex : 660.582 F
Directeur : Georges Fillioud
Rédaction - Edition : Gérard Colé
Gérard Descotils, Michel Deschamp
Administration : Nicole Covillers
Délégué à la Publication : Henri Pradeaux
Numéro de Commission Paritaire : 601.22
Abonnement : 250 F par an
Composition : OFRES **Imprimerie** B.P. - Paris

Télé-P.S.

LECTEURS DE L'ISERE,

VOUS RECEVREZ DEMAIN VOTRE DERNIER NUMERO D'ESSAI :

ABONNEZ-VOUS SANS PLUS ATTENDRE !



Débat de politique africaine

« Un style de relations personnelles désastreux »

Dans la soirée du 19 décembre s'est déroulé à l'Assemblée nationale un débat sur la politique africaine. Jean Pierre Chevènement y a exprimé les positions du P.s. Voici les principaux extraits de son intervention :

«Cette politique est du domaine du secret, tant est grande l'imbrication des compétences. Aussi l'Assemblée ne peut-elle exercer le contrôle qui lui revient. D'ailleurs, votre politique ne trouve même pas sa cohérence à l'échelon gouvernemental : on a dit que c'est la chasse gardée du Président. Que celui-ci entretienne des relations personnelles avec certains chef d'Etat n'est pas forcément une mauvaise chose ; mais une politique ne saurait se résumer à de telles relations.

«Pour sa part, le Parti socialiste estime que la présence de la France en Afrique est nécessaire ; mais cette présence ne doit pas se manifester n'importe comment. Est-ce un hasard si les Etats-clés de notre politique africaine sont le Gabon, la République centrafricaine et le Zaïre ? Ce sont trois pays à coups d'Etat, trois pays miniers dont le sol recèle uranium, pétrole, cuivre, manganèse, titane, diamants. Nous ne pouvons nous empêcher d'être la proie d'un certain malaise lorsqu'à l'occasion d'un de ses nombreux passages à Paris, M. Mobutu parade sur le petit écran. Nous avons l'impression que l'on soigne des amis dociles aux grands intérêts et aux orientations de votre diplomatie, tandis que les régimes progressistes sont tenus en lisière.

«Lors de votre dernier voyage, Monsieur le ministre de la Coopération, vous avez accordé une subvention à Bangui, où les bérets rouges garantissent la poursuite des safaris et l'extraction tranquille des matières premières. L'Afrique est l'affaire du Président : comment ne pas ressentir obscurément qu'à force de rêver d'Afrique, grands espaces et grands animaux, M. Giscard d'Estaing a fini par en faire son domaine personnel.

Cadeaux et copinage

«La politique africaine de De Gaulle s'élaborait au cours de conversations régulières avec certains chefs d'Etat lors de leur passage à Paris. L'estime qui en résultait se nourrissait d'elle-même : elle n'avait pas besoin d'être entretenue par des cadeaux, petits ou grands, par le copinage des safaris pour milliardaires, dans les réserves interdites aux croquants. En fait, il s'agissait de relations morales, comme celles qui peuvent unir les membres d'une même famille.

«Mais en faison de Bongo, Bokassa et Mobutu ses intimes, le Président de la République est descendu aux cuisines, ou plutôt dans les bas-fonds. C'est justement ce style de relations personnelles qui est désastreux.

«A la congolisation de l'Afrique, succède sa giscardisation. Il est troublant que les zones de paix et de prospérité qui existent sur le continent soient précisément celles auxquelles le Président de la République ne s'est pas intéressé. M. Giscard d'Estaing se targue d'avoir pris des risques en Afrique. Il a en effet pris des risques très graves. Le gouvernement prétend éteindre l'incendie mais il ressemble à un pompier pyromane. C'est le soutien qu'il apporte à des régimes corrompus et incapables qui rend nécessaire par la suite l'intervention militaire. Les ingérences étrangères ne sauraient servir d'excuses : nous sommes nous-mêmes des étrangers en Afrique.

«Or il importe de distinguer les intérêts de la France de ceux de l'Afrique. Ce n'est pas le cas : il existe une interpénétration entre grandes sociétés françaises et étrangères, entre leurs représentants sur place, la colonie française, la bourgeoisie et les dirigeants locaux. Tout cela forme un bloc huilé par la corruption et protégé, en cas de malheur, par l'intervention manu militari de la France. Cet état de choses ne répond ni aux intérêts des peuples africains, ni à ceux de la France».

Dégoût

Interrompant Jean-Pierre Chevènement, Monsieur François Poncet a déclaré mercredi soir de son banc : «Tout ce que vous dites inspire le dégoût. Votre intervention n'est qu'un tissu de calmonies et d'attaques personnelles». Quant à Robert Galley qui a accusé l'orateur du P.s «de reprendre à son compte les ragots colportés par des chroniqueurs de bas-étage», il l'a traité de «néo-colonialiste et de raciste».

Ce sont les seules réponses aux nombreuses critiques qu'avait formulé Jean-Pierre Chevènement dans son intervention. «Je ne réponds qu'aux critiques constructives» a conclu le ministre de la Coopération. Le gouvernement s'estime donc non seulement maître du fond du débat, mais aussi de la forme. Commode pour écarter ce qui gêne.

Mais difficile d'appeler cela un débat.

Mitterrand à «Face au public»

(suite de la première page)

qu'il faisait entre le comportement de la direction du Parti communiste et «les masses qui se reconnaissent dans la gauche, qui aspirent avec tant de force à s'unir» soulignant que «la volonté d'union se manifeste» à chaque compétition électorale.

Sur la croissance, dénonçant l'interprétation selon laquelle la crise du pétrole expliquerait tous nos maux, François Mitterrand a exposé l'axe d'une autre politique :

«Il est absolument illusoire d'imaginer que l'on pourrait obtenir une croissance forte tant que vous n'aurez pas considérablement modifié les structures sociales d'un pays comme la France. Je pense que seule la conduite des affaires publiques, en dehors des pressions des grands intérêts privés, permettra d'abord de redresser la capacité de la France en orientant nos structures industrielles autrement, vers une croissance plus forte.

«Et pour parvenir à cela il faut une discipline nationale qui ne peut reposer que sur une plus grande égalité. Vous ne pouvez pas demander un effort à l'ensemble des travailleurs et des producteurs pour développer une croissance forte si l'essentiel du profit que représente cet effort est confisqué par une minorité de privilégiés. On commencera par une politique d'égalité et de justice et l'on aboutira à un formidable effort national et à une croissance plus forte, que nous avons appelée croissance sociale».

Lançant ensuite un appel aux socialistes, les invitant à «se serrer les coudes», le Premier secrétaire du P.s a déclaré :

«Ne perdez pas votre temps, ne vous dispersez pas, allez vers l'objectif dont le premier terme est le Projet socialiste, les 12 et 13 janvier prochains. Ce Projet socialiste constituera la plateforme du futur candidat à l'élection présidentielle. Chaque chose viendra en son temps».

Enfin, questionné de manière particulièrement pressante sur les perspectives de 81, François Mitterrand a rappelé «Il faudra que les règles adoptées soient appliquées». Rappelant que «le choix ne relève ni de la politesse, ni du concours de pronostics», le leader socialiste a ajouté : «quiconque a envie d'être candidat à la candidature doit l'être. Personne n'a besoin de demander une permission et si l'on en a besoin, je la donne. Si qui que ce soit se considère comme tenu par un engagement à mon égard, je l'en délie.

Enfin, estimant normal qu'il y ait plusieurs candidats à la candidature, le Premier secrétaire a conclu : «Si j'étais le seul à pouvoir dans l'histoire contemporaine du socialisme, conduire le socialisme à la victoire et gérer une société socialiste, vraiment, j'aurais mal réussi à rassembler les générations nouvelles et à faire assurer la direction du Parti socialiste par des hommes et des femmes capables, le jour venu, aussi de gouverner la France».

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et Prénom .....

Adresse .....

.....

☐ Abonnement à 1 an : 250 F. Date et signature :

☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Réglement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.